

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

QUATRIEME TRIMESTRE 2017

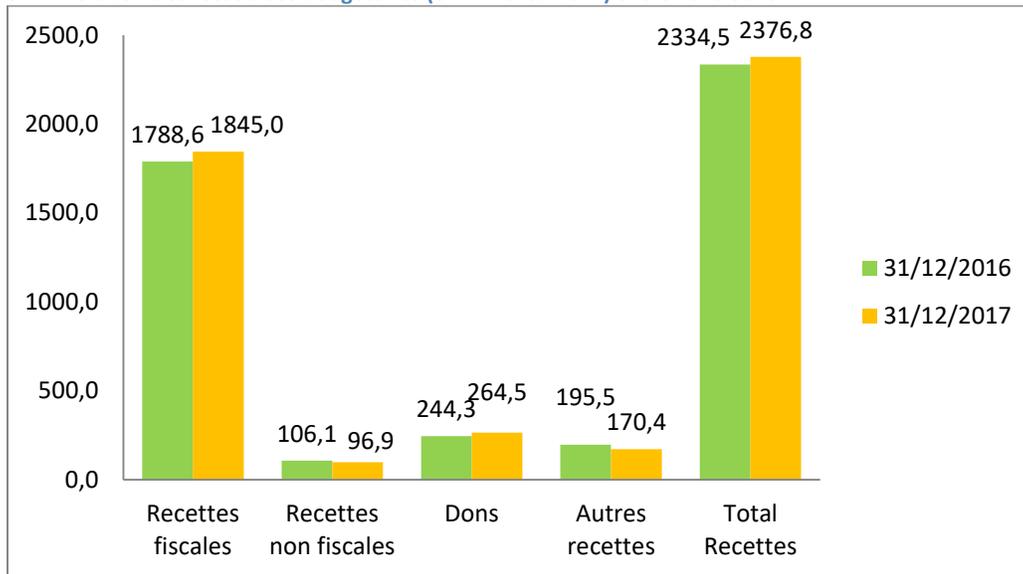
Avril 2018

www.dgf.finances.gouv.sn

I. LES RESSOURCES DU BUDGET

Au 31 décembre 2017, le niveau global de recouvrement des ressources du budget de l'Etat (recettes et dons) s'élève à 2376,8 milliards FCFA, soit une exécution de 89% de l'objectif de 2439,8 milliards fixé par la loi de finances initiales. Ces ressources sont composées pour l'essentiel de recettes fiscales à hauteur de 1845,0 milliards (soit 77,6% des ressources), des recettes non fiscales (revenus de la propriété, ventes de biens et services, etc.) pour 96,9 milliards (4,1%) et les dons (budgétaires et capital) estimés à 264,5 milliards (11,1%) et des autres recettes qui se situent à 170,4 milliards (5,1%).

Figure 1 : Evolution des ressources budgétaires (en milliards FCFA) entre 2016 et 2017



Comparé à la même période de 2016, les ressources se sont inscrites en légère hausse de 1,8% sous l'effet de l'accroissement modérée des recettes fiscales (3,2%) et des dons (8,2%). Ces hausses ont été atténuées par le repli des autres recettes qui sont passées de 174,9 milliards en 2016 à 139,80 milliards en 2017, soit une baisse de (-20,1%).

La hausse des recettes fiscales est portée par les efforts entrepris en matière de recouvrement d'impôts sur les sociétés qui a augmenté de 26,2 milliards ou 15,9% pour se situer à 191,6 milliards. La TVA intérieure hors pétrole, la taxe spécifique sur le pétrole et la taxe sur les activités financières (TAF), ont, pour leur part, contribué à la progression des impôts indirects à hauteurs respectivement de 7,5 milliards, 9,0 milliards et 3,8 milliards. Les recouvrements au cordon douanier (647,3 milliards) ont également concouru à la performance des recettes, sous l'impulsion, aussi bien, de la TVA à l'importation que des droits de porte qui se sont respectivement consolidés de 29 milliards (+8,2%) et 27,3 milliards (+11,6%), en glissement annuel. Cependant, ces performances ont été sensiblement affectées par l'importante baisse de 78,6 milliards (-75,1%) des recettes du fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP). Cette situation reflète l'impact du renchérissement du baril de pétrole non répercuté sur les prix à la pompe.

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources internes)

2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, y compris celles relatives au personnel local des ambassades, se situent, au 31 décembre 2017, à **599,8** milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 102,35% du montant annuel prévisionnel de **586** milliards. Comparées à la même période en 2016, la masse salariale a évoluée en hausse de 6,5%.

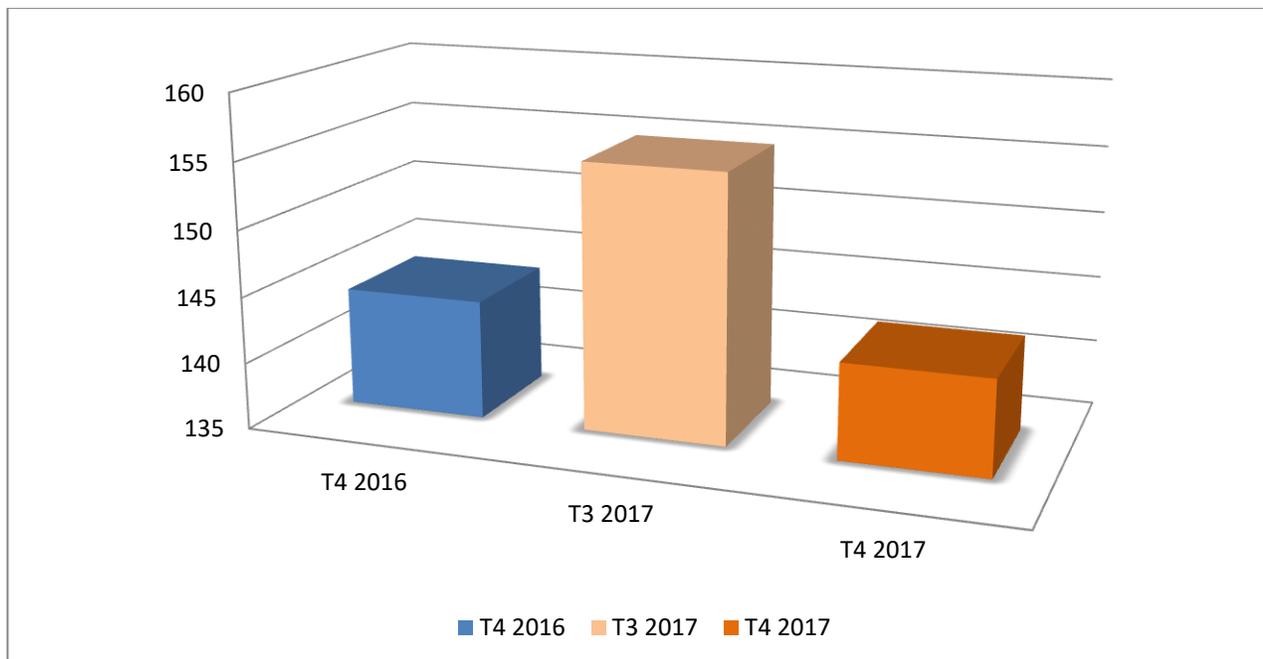
La masse salariale prend en compte les dépenses affectées au personnel local des ambassades estimées à 500 millions par mois, soit un cumul de 6 milliards à fin décembre 2017.

a. Situation de la masse salariale et des effectifs

Comparé au trimestre précédent, la masse salariale payée au cours du quatrième trimestre s'est contractée de 12,88 milliards, soit une baisse de 8,30% sous l'effet des autres éléments de salaire. Ainsi, au courant du quatrième trimestre de 2017, la masse salariale est arrêtée à 142,24 milliards contre 155,12 milliards dépensés au cours du trimestre précédent.

Par rapport au quatrième trimestre de l'année 2016, les dépenses de salaires effectuées au courant de la même période de 2017 ont été revues à la baisse d'un montant avoisinant 1,73 milliards, soit 1,2%.

Figure 2 : Evolutions de la masse salariale



Source : DSolde/DGB/MEFP.

La masse salariale reste dominée par le « solde de base » et les « primes et indemnités » qui, au 31 décembre 2017, représentent respectivement 40,30% et 35,50% des dépenses de salaires.

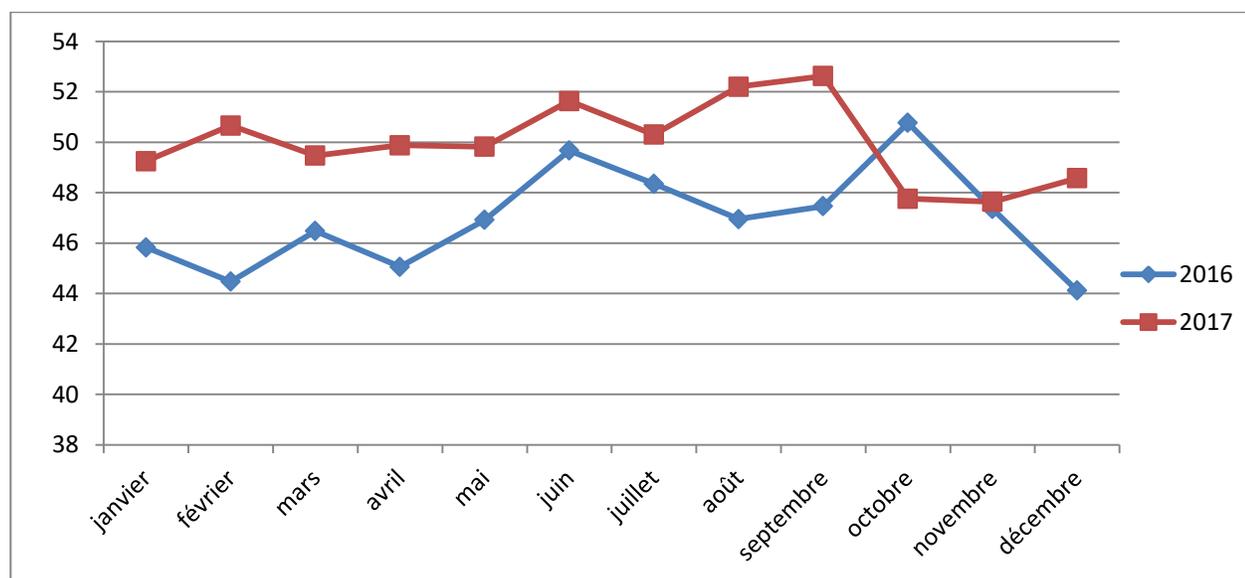
Tableau 1 : Principaux postes de paie du quatrième trimestre de 2017

Principaux postes de paie	T3 2017	T4 2017	Part en 2017
Solde de base	62,55	63,54	40,30%
Primes et indemnités	55,092	56,09	35,50%
Autres éléments de salaire	37,47	22,60	24,20%
TOTAL	155,11	142,24	100,00%

Source : DSolde/DGB/MEFP.

Entre janvier et décembre 2017, la masse salariale mensuelle s'est inscrite en légère baisse de 680 millions. En moyenne, au courant de l'année 2017, la masse salariale a été réduite de 61,8 millions par mois. La baisse la plus importante a noté au courant du quatrième trimestre après une tendance à la hausse au cours du trimestre précédent. Cette tendance à la baisse au cours de l'année a été plus soutenu en 2016 où la masse salariale a baissé de 1,7 milliard entre janvier et décembre, soit en moyenne -155,5 millions par mois.

Figure 3 : Evolution mensuelle de la masse salariale en 2016 et 2017 (avec poste local des ambassades)



Source : DSolde/DGB/MEFP.

Entre décembre 2016 et décembre 2017, les effectifs des agents de l'Etat augmenté de 8 632 personnes.

Tableau 2 : Evolution des effectifs des deuxièmes trimestres de 2016 et 2017

	2016			2017		
	juillet	août	septembre	juillet	août	septembre
Effectif total	115 554	115 734	116 661	123 421	124 122	124 707

Source : DSolde/DGB/MEFP.

b. Situation du Fonds national de Retraites (FNR)

Le solde cumulé du FNR reste déficitaire en se situant, à fin décembre 2017, à **-14,15 milliards**.

Tableau 3 : Situations du FNR aux premier et deuxième trimestres 2017

	Trimestre 3			Trimestre 4			TOTAL annuel
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
Crédit (en milliards F CFA)	6,99	7,21	6,86	6,86	6,37	2,16	75,82
Nombre de cotisants	92211	92389	93238	93238	94380	95009	
Débit (en milliards F CFA)	7,49	7,54	7,55	7,55	7,64	7,67	89,96
Allocataires	65855	66240	66504	66504	66833	66819	
Solde du FNR	-0,50	-0,33	-0,69	-0,69	-1,27	-5,51	-14,15

Source : DSolde/DGB/MEFP.

2.2. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses courantes et dépenses en capital.

a. Les dépenses courantes

Les crédits ouverts par la loi de finances initiale pour ces dépenses s'élèvent à 756,90 milliards FCFA.

Les crédits engagés à fin décembre 2017, au titre des dépenses courantes, ont dépassé les crédits initialement ouverts par la LFI. Ils s'élèvent à 787,9 milliards, soit un taux d'engagement de 105% expliqué par les niveaux élevés des crédits engagés des dépenses de fonctionnement (108%) et des dépenses de transferts courants (123%). Pour les dépenses de fonctionnement, le dépassement découle des impôts et taxes payés par l'Etat qui sont engagés pour un montant de 51,8 milliards contre une prévision initiale de 5,4 milliards. S'agissant des dépenses de transferts de courants, le taux d'engagement par rapport à la LFI est consécutif aux augmentations de 17,8 milliards des crédits alloués. Comparé aux dotations finales des transferts courants, les crédits engagés sur ce titre se situeraient à 98%.

Le montant des paiements au 31 décembre 2017, s'élève à près de 745,65 milliards FCFA, soit 99% des crédits ordonnancés. Ces crédits étant quasi égaux aux liquidations ont représenté 96% des engagements.

Tableau 4 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au quatrième trimestre 2017

Titres	Prévision LFI 2017	Engagement				Liquidation			
		31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Engagement	31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Liquidation
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	343,87	394,71	370,14	-24,58	108%	372,38	339,03	-33,35	92%
Titre 4- Transferts courants	343,87	430,79	421,65	-9,14	123%	430,43	421,34	-9,10	100%
Total Dépenses courantes	756,90	825,51	791,79	5,46	105%	802,81	760,36	-42,45	96%

Tableau 5 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au quatrième trimestre 2017 (suite)

Titres	Prévision LFI 2017	Ordonnancement				Paielement			
		31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Ordonnancement	31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Paiement
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	343,87	372,38	342,37	-30,01	92%	358,25	334,89	-23,36	98%
Titre 4- Transferts courants	413,03	430,43	421,51	-8,92	100%	427,66	420,34	-7,32	100%
Total Dépenses courantes	756,90	802,81	763,88	5,46	96%	785,92	755,24	-30,68	99%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

b. Les dépenses en capital

Les crédits ouverts au titre des dépenses en capital financées sur ressources internes, arrêtés à fin décembre 2017, se situent à 833,01 milliards, soit une révision en baisse de 24,55 milliards par rapport au trimestre précédent à la défaveur sur les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat.

Le taux d'engagement est estimé à 81% à la fin du quatrième trimestre de 2017 pour un montant de 676,86 Milliards FCFA.

Le montant des paiements à fin décembre 2017, s'élève à près de 645,39 milliards FCFA, soit 99% des montants liquidés.

Tableau 6 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au deuxième trimestre 2017

Titres	Prévision LFI 2017	Crédits ouverts	Engagement				Liquidation			
			31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Engagement	31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Liquidation
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	205,25	152,83	132,74	116,94	-15,80	77%	122,70	88,19	-34,51	75%
Titre 6- Transferts en capital	582,95	680,18	567,30	559,92	-7,38	82%	567,30	559,92	-7,38	100%
TOTAL Investissement	788,20	833,01	700,04	676,86	-23,19	81%	690,00	648,11	-41,89	96%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Tableau 7 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au deuxième trimestre 2017 (suite)

Titres	Prévision LFI 2017	Ordonnancement				Paielement			
		31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Ordonnancement	31/12/2016	31/12/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Paiement
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	205,25	122,69	88,24	-34,46	100%	112,81	87,07	-25,73	99%
Titre 6- Transferts en capital	582,95	567,30	559,92	-7,38	100%	567,20	558,32	-8,88	100%
Total Investissement	788,20	689,99	648,15	-41,84	100%	680,00	645,39	-34,61	100%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

II. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

3.1. Le service de la dette et la situation des emprunts

Sur la période allant du 01 octobre au 31 décembre 2017, les remboursements effectués au titre de la dette publique sont arrêtés provisoirement à 160,97 milliards de FCFA dont 79,64 milliards pour la dette intérieure et 81,32 milliards pour la dette extérieure. Ce service renferme des économies relatives aux initiatives PPTTE et IADM pour un montant global de 19,49 milliards de FCFA.

En cumul, à fin décembre 2017, le paiement du service de la dette est arrêté à 738,47 milliards représentant 108,6% de la prévision initiale de 680,06 milliards. Comparé à l'année précédente, le service de la dette a enregistré une baisse de 5,8%, soit un montant de 45,3 milliards sous l'effet du remboursement du capital qui a été réduite de près de 90 milliards. En revanche, les intérêts sur la dette ont évolué en hausse de 44,5 milliards par rapport à la même période de 2016.

Tableau 8 : Situation du service de la dette publique au 31 décembre 2017

	LFI	1e Trim.	2e Trim.	3e Trim.	4e Trim.	Total
TOTAL DETTES PUBLIQUES	680,06	203,19	233,95	140,37	160,97	738,47
dette intérieure en capital		109,66	151,95	58,61	61,71	381,93
charges dettes intérieures		40,85	18,59	23,35	17,93	100,72
dette extérieure en capital		26,25	37,03	28,87	30,54	122,69
charges dettes extérieures		26,43	26,38	29,54	50,78	133,13

Par rapport aux émissions de titres publics, il convient de souligner que le Sénégal n'est pas intervenu sur le marché local (monétaire et financier) durant toute la période susvisée. Ainsi les dernières émissions réalisées sont celles du mois de septembre 2017 et portent sur un montant global de 42,510 milliards de FCFA dont 22 milliards mobilisés sous forme de bons du trésor à 1 an et 20,510 milliards en bons à 6 mois. Ces derniers (bons à 6 mois) constituent des opérations de trésorerie.

La mobilisation du montant de 22 milliards sous forme de bons à un an a permis de procéder à des opérations de rachat des titres listés ci-après. Ces opérations de rachat rentrent dans le cadre de l'allégement du service de la dette publique au titre de l'année 2018.

- Bons du trésor par adjudication n°02/2017
- Bon du trésor par adjudication n°02/2016 et ;
- Obligation du trésor 5,50% 2015-2018 n°1.

Les deux opérations réalisées au mois de septembre (bons de 6 mois et de 1 an) sont ressorties à des conditions plus favorables que celles obtenues précédemment durant l'année, soit un taux de 5,03% contre 5,77% pour les bons à 6 mois et 5,47% contre la moyenne

observée de 5,93% pour ceux à un an. Malgré ces améliorations, les conditions restent moins bonnes que celles observées en 2016 (avant la mesure de relèvement des taux de la BCEAO).

3.2. Ressources externes et exécution des dépenses afférentes

Au cours du quatrième trimestre 2017, dix (10) conventions de financement ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers pour un montant total de 253,587 milliards F CFA. Pour l'année 2017, quarante-neuf (49) conventions ont été signées pour un montant total de 1 396,684 milliards de francs CFA. Ce montant est réparti en emprunts pour 1 283,611 milliards de francs CFA et 113,072 milliards en subvention.

Durant cette période (quatrième trimestre 2017), le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 133,522 milliards de francs CFA réparti en emprunts pour 54,279 milliards de francs CFA et 79,244 milliards de francs CFA en subventions.

A la date du 31 décembre 2017, on note un taux d'exécution de 128,15% par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 437 milliards de francs CFA du Budget Consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2017. Cette performance est consécutive aux importants décaissements, réalisés au premier trimestre 2017, des portefeuilles de certains bailleurs comme la Chine et la Banque Mondiale pour lesquels des dépassements ont même été notés par rapport aux prévisions de tirages.

Tableau 9 : Situation d'exécution des ressources extérieures au troisième trimestre 2017

Type ressources	Décaissements des quatre trimestres 2017				
	1 ^e trimestre 2017	2 ^e trimestre 2017	3 ^e trimestre 2017	4 ^e trimestre 2017	Total
Emprunts	189,270	14,867	86,528	54,279	344,944
Subventions	19,474	29,118	87,238	79,244	215,074
Total	208,745	43,985	173,766	133,522	560,018

Source : DCFE/DGB/MEFP

Au 31 décembre 2017, sur un total décaissé de 560,018 milliards de francs CFA, les tirages sur les projets d'investissement représentent un montant de 422,105 milliards de francs CFA, les pré-investissements 28,104 milliards. Les rétrocessions sont de 109,809 milliards de francs CFA.

Comparativement à l'année 2016 (470,718 milliards), le total des tirages a augmenté de 89,300 milliards de francs CFA, soit 18,97 % en valeur relative.

3.3. La mobilisation des ressources du secteur parapublic

L'analyse de l'exécution budgétaire au terme de l'exercice 2017, porte sur un échantillon de 81 structures (établissements publics, agences et structures similaires ou assimilées).

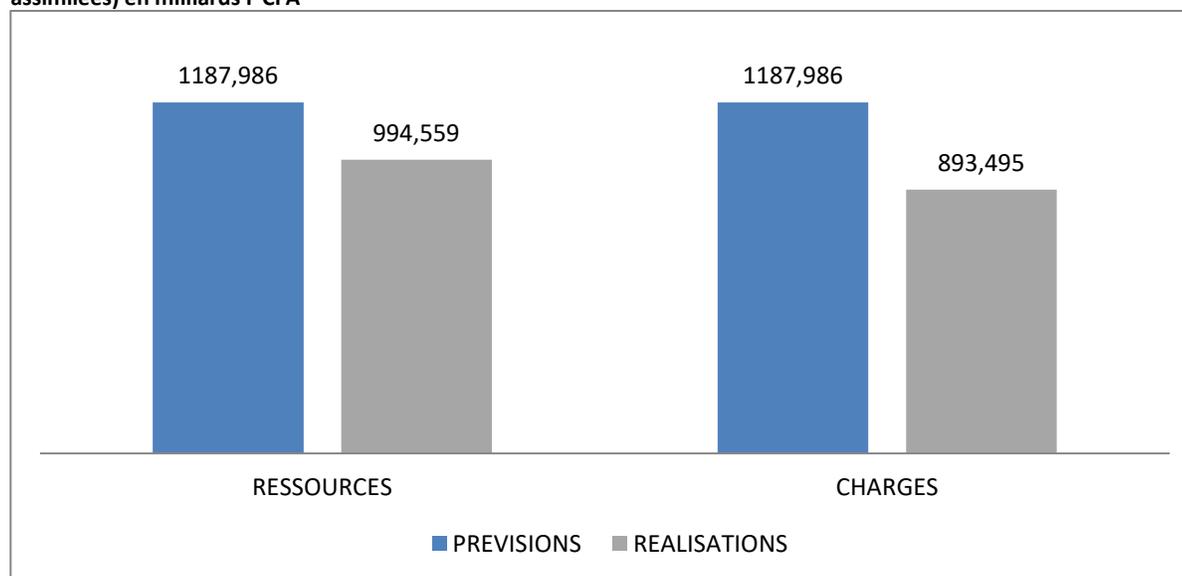
Ces structures cumulent un budget de plus de 1187 milliards de FCFA. Les crédits ouverts pour la section fonctionnement s'établissent à 482 milliards de FCFA, soit 40,61% du budget, dont

environ le quart est constitué de crédits de personnel. Quant à la section investissement, elle est dotée à hauteur de 705 milliards de Francs CFA, représentant 59,39% du budget global.

Les subventions de l'Etat, prévues pour un montant de 419,267 milliards francs CFA, représentent 34,78% du budget global de ces structures.

Au terme de l'exercice 2017, le niveau de mobilisation des ressources ressort à 83,72%, soit 994,559 milliards FCFA. Les crédits consommés s'élèvent à 893,495 milliards CFA, soit un taux d'exécution de 75,21%.

Figure 4: Exécution, pour l'année 2017, du budget de 81 structures (établissements publics, agences et structures similaires ou assimilées) en milliards F CFA



Source : DSP/DGCPT/MEFP

Tableau 10 : Exécution des charges de personnel par catégories d'organismes publics en milliards F CFA

CATEGORIES D'ORGANISMES PUBLICS	PREVISIONS	REALISATIONS	Taux d'exécution
Agence et Structures administratives similaires	61,618	56,294	91,36%
Etablissements publics de santé	24,089	22,617	93,89%
Etablissements d'Enseignement supérieurs publics	37,669	37,083	98,44%
Total	123,376	115,994	94,02%

Source : DSP/DGCPT/MEFP

Annexe 1 : Exécution des recettes (selon la nomenclature du MSFP 2011) au 31 décembre 2017

INTITULES RECETTES	CUMUL A FIN SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL A FIN DECEMBRE 2017
A1: RECETTES	1 443 646 013 362	126 261 636 452	140 554 558 973	225 259 043 171	1 935 721 251 958
Recettes fiscales	1 366 509 047 601	124 453 066 981	134 471 481 609	221 965 540 459	1 847 399 136 650
A111: Impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital	450 000 788 585	25 302 783 718	28 327 700 798	39 939 714 495	543 570 987 596
A1111: A la charge des personnes physiques	194 197 200 605	20 657 570 636	19 696 935 372	25 979 516 890	260 531 223 503
A1112 A la charge des sociétés et autres entreprises	250 474 007 074	3 964 362 248	7 925 117 691	13 136 644 935	275 500 131 948
A1113 Non ventilables	5 329 580 906	680 850 834	705 647 735	823 552 670	7 539 632 145
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	10 825 303 501	936 318 165	1 037 411 682	1 161 087 007	13 960 120 355
A113 Impôts sur le patrimoine	26 634 230 294	1 714 260 942	2 229 414 618	3 595 530 206	34 173 436 060
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	2 895 189 260	258 116 568	222 326 642	561 147 309	3 936 779 779
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	23 739 041 034	1 456 144 374	2 007 087 976	3 034 382 897	30 236 656 281
A114 Impôts sur les biens et services	671 928 667 622	74 741 404 805	75 753 232 017	132 494 203 563	954 917 508 007
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	504 159 831 747	56 882 915 193	58 280 170 614	99 386 030 214	718 708 947 768
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	489 707 893 774	52 671 248 363	58 157 387 273	98 640 777 474	699 177 306 884
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	14 451 937 973	4 211 666 830	122 783 341	745 252 740	19 531 640 884
A1142 Accises	107 345 839 222	10 303 250 907	11 741 968 347	26 636 750 898	156 027 809 374
A1144 Taxes sur des services déterminés	46 387 929 007	5 210 023 907	4 808 954 498	5 503 716 201	61 910 623 613
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	14 035 067 646	2 345 214 798	922 138 558	967 706 250	18 270 127 252
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	8 281 895 258	807 209 434	792 682 930	967 706 250	10 849 493 872
A11452 Autres	5 753 172 388	1 538 005 364	129 455 628	0	7 420 633 380
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	183 323 479 468	19 467 906 992	24 652 775 875	38 941 827 439	266 385 989 774
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	180 481 431 005	19 421 395 063	24 651 917 578	38 940 627 439	263 495 371 085
A1152 Taxes à l'exportation	2 842 048 463	46 511 929	858 297	1 200 000	2 890 618 689
A116 Autres recettes fiscales	23 796 578 131	2 290 392 359	2 470 946 619	5 833 177 749	34 391 094 858
A14 Autres recettes	77 136 965 761	1 808 569 471	6 083 077 364	3 293 502 712	88 322 115 308
A141 Revenu de la propriété	60 394 693 424	959 488 908	5 216 331 749	2 220 418 418	68 790 932 499
A1411 Intérêts	912 781 090	0	0	0	912 781 090
A1412 Dividendes	42 700 000 000	0	0	0	42 700 000 000
A1415 Loyers	16 781 912 334	959 488 908	5 216 331 749	2 220 418 418	25 178 151 409
A142 Ventes de biens et services	6 334 372 337	849 080 563	866 745 615	1 073 084 294	9 123 282 809
A1422 Droits administratifs	6 327 053 337	848 469 563	866 157 930	1 071 062 294	9 112 743 124
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	7 319 000	611 000	587 685	2 022 000	10 539 685
A1424 Ventes imputées des biens et services	0	0	0	0	0
A143 Amendes, pénalités et confiscations	7 900 000	0	0	0	7 900 000
A145 Recettes diverses non identifiées	10 400 000 000	0	0	0	10 400 000 000

Annexe 2 : Exécution des dépenses au 31 décembre 2017 par institutions et ministères

Ministère ou Institution	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Tx paiement (6/4)	Reste à payer
Présidence de la République	63 391 761 000	87 996 802 777	67 941 523 838	77,21%	66 829 929 607	66 823 821 007	66 823 821 007	100,0%	6 108 600
Assemblée Nationale	14 134 506 000	14 974 590 000	14 974 590 000	100,00%	14 974 590 000	14 974 590 000	14 974 590 000	100,0%	-
Conseil Economique, Social et Environnemental	6 302 087 000	6 502 087 000	6 502 087 000	100,00%	6 502 087 000	6 502 087 000	6 502 087 000	100,0%	-
Conseil Constitutionnel	792 730 000	792 730 000	792 730 000	100,00%	792 730 000	792 730 000	792 730 000	100,0%	-
Cour Suprême	771 063 000	871 063 000	871 063 000	100,00%	871 063 000	871 063 000	871 063 000	100,0%	-
Cour des Comptes	3 336 884 000	3 336 884 000	3 186 884 000	95,50%	3 186 884 000	3 186 884 000	3 186 884 000	100,0%	-
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	100,00%	6 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	100,0%	-
Primature	34 473 689 000	40 570 189 424	40 425 127 581	99,64%	40 218 940 400	40 218 940 400	40 216 256 550	100,0%	2 683 850
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	37 992 821 000	36 731 019 767	32 716 753 281	89,07%	13 544 275 917	14 428 575 917	13 541 775 917	100,0%	2 500 000
Ministère des Forces Armées	88 700 516 000	99 798 973 491	97 289 277 199	97,49%	94 462 330 323	94 462 330 323	94 409 720 133	99,9%	52 610 190
Ministère de l'Intérieur	83 140 007 000	98 295 863 218	80 641 743 904	82,04%	76 859 771 037	76 847 563 395	76 741 867 428	99,8%	117 903 609
Ministère de la Justice	16 078 745 000	16 060 690 210	12 311 043 720	76,65%	10 329 035 882	10 306 690 555	9 730 130 689	94,2%	598 905 193
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouvellement du service public	1 387 789 000	1 269 261 937	1 159 482 431	91,35%	857 106 675	857 106 675	851 534 380	99,3%	5 572 295
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2 215 770 000	2 503 784 170	2 204 414 525	88,04%	2 114 362 245	2 114 362 245	2 111 777 800	99,9%	2 584 445
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	1 270 000 000	1 197 995 043	1 175 447 348	98,12%	879 377 014	879 257 014	879 257 014	100,0%	120 000
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	16 247 279 000	16 730 077 609	16 428 328 070	98,20%	15 948 452 943	15 947 962 207	15 942 687 197	100,0%	5 765 746
Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	132 791 484 000	139 066 824 323	98 438 595 318	70,79%	98 303 894 749	98 078 834 749	98 076 553 419	99,8%	227 341 330
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	71 307 209 000	68 609 526 031	59 601 283 958	86,87%	58 199 793 161	55 729 672 289	55 714 003 974	95,7%	2 485 789 187
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	196 813 610 000	224 356 499 645	104 890 657 786	46,75%	97 688 314 268	97 631 481 222	97 591 145 440	99,9%	97 168 828
Ministère du Pétrole et des Énergies	36 845 215 000	28 247 875 794	18 887 086 517	66,86%	18 840 210 048	18 840 210 048	18 840 210 048	100,0%	0
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	6 240 542 000	6 980 625 383	6 241 471 809	89,41%	6 133 732 087	6 122 642 791	6 119 792 646	99,8%	13 939 441
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	66 728 571 000	71 700 947 932	68 335 495 587	95,31%	67 931 969 195	67 918 259 462	67 915 308 827	100,0%	16 660 368
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	4 040 148 000	5 424 998 952	5 420 688 618	99,92%	5 327 374 759	5 323 961 530	5 322 086 030	99,9%	5 288 729
Min. Tourisme	23 651 099 000	18 028 555 575	12 891 075 524	71,50%	12 710 081 478	12 703 959 772	12 698 226 746	99,9%	11 854 732
Ministère de l'Éducation Nationale	111 712 555 000	110 920 932 725	105 536 623 306	95,15%	102 434 915 159	102 381 826 950	99 703 236 533	97,3%	2 731 678 626
Ministère des Sports	14 467 552 000	13 792 293 336	11 114 406 058	80,58%	10 717 159 038	10 715 006 078	10 711 318 173	99,9%	5 840 865
Ministère de la Culture	19 763 134 000	25 478 610 142	24 836 031 794	97,48%	24 212 003 231	24 210 360 279	24 208 000 029	100,0%	4 003 202
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	89 593 342 000	74 556 609 182	64 989 687 444	87,17%	60 054 021 578	60 041 685 416	59 818 786 589	99,6%	235 234 989
Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	13 416 109 000	13 217 734 189	11 756 364 842	88,94%	11 508 587 423	11 508 050 081	11 505 400 821	100,0%	3 186 602
Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 387 985 000	11 685 482 933	10 082 670 984	86,28%	9 594 141 582	9 536 258 250	9 515 733 306	99,2%	78 408 276
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	8 040 900 000	8 340 394 030	6 855 132 966	82,19%	6 112 554 168	6 108 602 764	6 103 312 797	99,8%	9 241 371
Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	15 951 120 000	17 401 478 367	15 642 929 003	89,89%	13 198 383 563	13 198 310 851	13 128 236 488	99,5%	70 147 075
Charges non Réparties	175 062 897 000	144 978 631 636	189 017 464 563	130,38%	188 905 241 256	188 876 238 036	188 871 301 016	100,0%	33 940 240
Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	8 363 693 000	7 856 781 120	6 050 206 278	77,01%	4 677 731 013	4 671 151 791	4 667 646 741	99,8%	10 084 272
Min Communication, Télécommunications, Postes et Économie Numérique	2 865 456 000	2 122 246 256	1 792 840 577	84,48%	1 662 371 648	1 659 371 852	1 659 371 852	99,8%	2 999 796
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	76 346 741 000	78 320 932 100	75 370 194 025	96,23%	75 305 150 468	75 305 105 468	75 303 145 213	100,0%	2 005 255
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	32 475 754 000	34 540 919 844	27 397 942 783	79,32%	24 788 035 768	24 137 210 953	24 131 832 003	97,4%	656 203 765
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	152 649 393 000	159 247 629 539	153 672 010 371	96,50%	150 774 932 112	150 589 729 632	150 440 019 432	99,8%	334 912 680
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'État	9 699 844 000	8 595 818 668	7 763 445 901	90,32%	7 577 221 456	7 568 454 054	7 568 454 054	99,9%	7 830 683 557

Annexe 3: Taux d'engagement des crédits ouverts du budget général par section au 31 décembre 2017

